

Conditions Générales d'Utilisation de l'Option Site web

ARTICLE 1. DÉFINITIONS

Au sens des présentes conditions générales d'utilisation, on entend par :

- *Contrat ou Conditions Générales d'utilisation* : les présentes conditions générales d'utilisation.
- *Client* : personne physique ou morale s'étant identifiée et inscrite au Service de création de Site Internet dénommé « Site web », proposé par France Télécom.
- *Hébergement* : opération qui consiste à stocker sur un serveur, les pages composant un site Internet pour permettre à un internaute, de les consulter.
- *Identifiant* : terme qui désigne d'une manière générale tout code confidentiel et/ou mot de passe, permettant au Client de s'identifier et de se connecter à son espace abonné. Les Identifiants comprennent le login et le mot de passe du Client.
- *Internet* : réseau de plusieurs serveurs reliés entre eux et dont la localisation se situe en divers lieux géographiques à travers le monde.
- *Lien profond* : lien hypertexte qui ne pointe pas vers la page d'accueil ou vers une page pour laquelle l'exploitant du site Internet a donné son accord.
- *Publication* : Action de mettre en ligne le Site Internet créé ou modifié.
- *Publipostage* : Envoi en nombre de Courriels en vue le plus souvent d'informer ou de promouvoir un produit ou un service, (autrement appelé publipostage électronique ou e-mailing).
- *Service* : le service site web visé par les présentes Conditions Générales.
- *Site Internet* : le Site Internet que vous avez créé dans le cadre de l'option site web.
- *Spam* : Courriels non sollicités envoyés de manière massive et parfois répétée, à des personnes avec lesquelles l'expéditeur n'a jamais eu de contact et dont il utilise l'adresse électronique de façon irrégulière.
- *Thème* : modèle de site Internet que vous devez sélectionner lors du début de la création du Site Internet et que vous pouvez modifier.
- *Webmaster* : personne responsable de l'administration du Site Internet.

ARTICLE 2. CONDITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES

Les présentes conditions générales d'utilisation (ci-après « CGU ») relèvent selon l'abonnement internet principal souscrit par le Client des conditions générales d'abonnement de l'offre internet et téléphone pro ou des offres de la gamme Optimale pro .

ARTICLE 3. OBJET

Les présentes Conditions Générales d'Utilisation ont pour objet de définir les termes et les conditions dans lesquelles France Télécom met à disposition de ses clients.

ARTICLE 4. DESCRIPTION DU SERVICE

L'option Site web est un service qui permet au client de créer un site Internet élaboré de présentation de son entreprise et de son activité, de modifier le Site Internet créé et d'héberger le Site Internet créé dans les conditions définies ci-après.

Il est précisé que pour des raisons techniques, l'Hébergement et la création de site Internet sont indissociables. Ainsi, il n'est pas possible de créer un site Internet à partir de Site web pour l'héberger sur un autre serveur que celui de France Télécom dédié à l'Hébergement des sites « Site web » ou d'héberger à travers le service Site web, des sites Internet créés à partir d'un autre outil que Site web.

ARTICLE 5. CONDITIONS DE SOUSCRIPTION ET D'UTILISATION DU SERVICE

L'option Site Web est réservée aux clients professionnels titulaires d'un accès internet haut débit Orange ou d'une offre optimale pro 8 MM (optimale internet et téléphone pro) et dans la limite d'une seule option par compte client.



L'option Site Web est une offre sans engagement incluant un outil de création de pages web, de mise à jour et d'hébergement dans la limite de 16 pages et 400 Mo.

L'option Site Web est une offre compatible PC et MAC.

France Télécom précise qu'il est préférable pour pouvoir créer le site Internet et effectuer des modifications significatives, de disposer d'un accès Internet haut débit, ainsi qu'un navigateur Internet explorer V6.0 ou FireFox 1.5.

L'option site Web est incompatible avec l'Accès libre d'Orange et le navigateur SAFARI.

Le client doit, pour la création et l'hébergement de son Site Internet, choisir un login et un mot de passe, en indiquant une adresse de courriel valide et accepter sans aucune réserve les présentes conditions générales d'utilisation.

Le client doit également fournir son identité ainsi que ses coordonnées afin que le Site Internet ne soit pas réalisé de façon anonyme.

ARTICLE 6. CONDITIONS D'UTILISATION DU SERVICE

L'option site Web donne accès au client à une seule version Site web dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

Formule	Nombre de pages	Nombre de transactions Mappy
site web	16	500

Le volume maximum représenté par le site et l'ensemble des données présentes sur le répertoire est de 400 Mo.

La gestion de la création et de la modification du Site Internet est réalisée à partir d'un tableau de bord qui peut être personnalisé au nom et/ou au logo du client.

Dès la souscription du Service, le client peut créer votre propre Site Internet.

L'utilisation du Service permet au client de pouvoir créer un site Internet selon un certain nombre de modèles proposés. Au sein de son Site Internet, le client peut insérer divers éléments tels que textes, photos, images, liens hypertextes dans les formes proposées par les différents Thèmes. Il peut également insérer des fonctionnalités du type, sondage, forum,....

Cernant les images (logo, photo, ...) celles-ci peuvent être redimensionnées par le Service. Il appartient au client de veiller à ce que la qualité de l'original soit suffisante pour permettre le redimensionnement. La taille des images ne doit pas dépasser 8 Mo.

Si le client utilise la fonction forum, il doit veiller à modérer le forum.

En qualité d'éditeur du site, le client est responsable du contenu.

Le client peut créer un lien vers le site Mappy.fr (plans et itinéraires) permettant à ses contacts de pouvoir selon la formule de site web que vous avez retenue générer un plan statique ou proposer à vos contacts de connaître l'itinéraire entre leur lieu de départ et votre emplacement. Le nombre de visualisation sera limité 500 consultations de la page par mois.

Le nombre d'entrées pour les blocs suivants est limité à 20 :

- galerie photo ;
- catalogue de produits ;
- listing téléchargements ;
- offres d'emploi.

De plus, un seul bloc peut être inséré par page pour chaque type précisé, mais les blocs peuvent être combinés entre eux. Par exemple, il n'est pas possible d'insérer 2 galeries photo, mais en revanche il est possible d'insérer une galerie photo et un listing téléchargement.

France Télécom vous précise que l'insertion d'un lien hypertexte peut être source de responsabilité si le lien n'a pas été autorisé par le titulaire du Site Internet (notamment en cas de Lien profond) ou si le Site Internet vers lequel le lien pointe n'est pas conforme à la réglementation ou aux droits des tiers.

Certaines des fonctionnalités visées ci-dessus ne sont pas encore actives, telles que spécifiées sur le site.

Les caractéristiques du Site Internet créé sont limitées dans les conditions suivantes :

- Aucun autre élément que ceux prévus par le Service Site web ne pourra être introduit dans le Site Internet créé.
- La sélection des Thèmes et la création des différentes pages et de leur contenu sont réalisées sous la seule responsabilité du client.
- Les éléments devront être insérés dans le cadre fixé par France Télécom pour les différents thèmes.
- En aucun cas, France Télécom ne pourra être déclaré responsable d'une inadéquation du Site Internet au but recherché.

France Télécom rappelle par ailleurs que l'efficacité de la présence sur Internet est en partie liée au référencement du Site Internet. France Télécom propose un service de référencement intitulé « Pack Trafic » auquel vous pouvez souscrire indépendamment de la souscription du Service.

Sur chaque page, sera systématiquement présent un lien hypertexte vers les mentions légales du client et un autre vers le site de France Télécom. Les mentions légales du client relèvent de sa seule responsabilité. Le client ne peut en aucun cas supprimer ces deux liens. Toutefois, France Télécom peut décider à tout moment de supprimer le lien vers le site France Télécom sans avoir à fournir une quelconque justification.

Enfin, dans la mesure où un lien vers le site France Télécom est présent sur le site du client, ce dernier s'engage à ne pas insérer dans son site d'éléments portant atteinte à l'image de marque de France Télécom.

Lors de la création du Site Internet, le client est invité à indiquer des balises méta qui aident par l'indication de mots-clés à l'affichage de son Site Internet dans les différents moteurs de recherche. France Télécom rappelle que même si les balises méta ne sont pas normalement vues par les visiteurs du Site Internet, elles doivent respecter les droits des tiers relatifs aux signes distinctifs et à la propriété intellectuelle.

Outre le respect de la réglementation et des présentes conditions générales d'utilisation, le client s'engage à faire usage du Service dans les conditions normales et habituelles pour ce type de source.

ARTICLE 7. **HEBERGEMENT DU SITE INTERNET**

Le Site Internet sera hébergé sur les serveurs de NordNet, filiale de France Télécom.

Les caractéristiques techniques sont définies ci-après.

7.1 Espace disque alloué

L'espace disque maximum autorisé pour l'hébergement est de 400 Mégas octets. Ce volume correspond à l'ensemble des données présentes dans le Répertoire du client (page, image, etc.).

Si le volume est atteint, le client est averti par courriel.

Le client s'engage à ne pas dépasser le nombre de pages maximum qui lui est alloué. A défaut, France Télécom aura la faculté de suspendre ou de résilier le Contrat dans les conditions prévues aux présentes.

France Télécom se réserve le droit de bloquer l'ajout d'éléments et de pages qui entraînerait le dépassement de l'espace disque alloué.

Les parties conviennent que les données présentes dans l'espace abonné feront foi pour déterminer l'espace disque que le client utilise réellement.

7.2 Hébergement mutualisé

L'Hébergement du Site Internet est un Hébergement dit « mutualisé ».

Ainsi, les Sites Internet de plusieurs clients sont hébergés sur le même serveur. En conséquence, toute violation des présentes des Conditions Générales d'utilisation, est susceptible de causer un préjudice à France Télécom.

Le client s'interdit de modifier tout élément qui n'est pas strictement présent sur son Répertoire et notamment le site de France Télécom, même si ceux-ci sont accessibles.

De même, le client s'interdit de s'introduire dans les systèmes de France Télécom.

France Télécom aura la possibilité de suspendre ou de résilier le Contrat en cas de non respect du présent article dans les conditions prévues à l'article « Suspension - Résiliation ».

7.3 Bande passante

Aucune limitation fixe de bande passante n'est appliquée au Client. Toutefois, France Télécom dispose d'une bande passante totale qui sera allouée entre ses différents clients sans que la répartition ne soit figée au préalable.

Ainsi, le client est informé que la bande passante dont il pourra disposer variera en permanence.

Le client s'interdit d'utiliser une bande passante largement supérieure à la moyenne de la bande passante utilisée par un site Internet de taille moyenne ou que soient présents sur son Site Internet des systèmes qui entraîneront, sans accord préalable et écrit de France Télécom, une surconsommation de bande passante.

Enfin, le client s'interdit tout usage de la bande passante qui pourrait être considéré comme une gêne des autres clients hébergeant leur site Internet sur les serveurs de France Télécom.

En cas de non respect, France Télécom se réserve le droit de suspendre ou de résilier l'accès au Service dans les conditions prévues aux présentes.

7.4. Droit de refus du Service

France Télécom peut, s'il considère que le Site Internet du client ne respecte pas les présentes Conditions Générales d'utilisation ou la réglementation applicable, refuser son Hébergement.

Toutefois, France Télécom n'est tenue d'effectuer aucune vérification du contenu du Site Internet créé et hébergé pour contrôler sa conformité aux dispositions légales applicables et aux présentes conditions générales d'utilisation.

En cas de refus avant Publication, France Télécom rembourse au client l'intégralité du prix versé.

France Télécom décline toute responsabilité relative au préjudice que le client pourrait subir du fait de ce refus. Si France Télécom découvre en cours d'utilisation du Service que le Site Internet du client ne respecte pas les présentes Conditions Générales d'utilisation ou la réglementation applicable, elle a la faculté de suspendre ou résilier le Service, et/ou de mettre en demeure le client aux fins de conformité de son Site Internet.

ARTICLE 8. **MODIFICATION DU SITE INTERNET**

Le client peut modifier le Site Internet créé comme il le souhaite dans les limites des caractéristiques visées aux présentes et dans le respect des dispositions des présentes Conditions générales d'utilisation.

ARTICLE 9. **ACCESSIBILITE DU SITE INTERNET DU CLIENT**

Le Site Internet du client est accessible à partir d'une adresse du type <http://siteweb.lerelaisinternet/adressehebergement>. Cette adresse est générée automatiquement. Le Site Internet peut également être accessible à partir d'un nom de domaine dont le client est titulaire, dès lors qu'il a établi ou fait établir, une redirection du nom de domaine dont vous il est titulaire vers son Site Internet. Pour ce faire, le client peut souscrire à un Nom de Domaine sur www.Orange.fr rubrique Boutique Pro, ou simplement activer son Nom de Domaine Inclus pendant 1 an s'il est titulaire d'un abonnement d'accès Internet Pro chez France Télécom.

France Télécom n'est pas tenue de réaliser une quelconque vérification au titre du respect des droits des tiers. Ainsi, le client supportera les conséquences de toute action d'un tiers relative à la licéité du Nom De Domaine en cause ou des informations présentes sur le site exploité sous ce Nom De Domaine, et notamment l'ensemble des frais et condamnations qui pourraient être imputés à France Télécom à ce titre, et ce, même dans le cas où la violation des droits d'un tiers ou d'une législation ou d'une réglementation applicable aurait pu être détectée par France Télécom

La souscription au Nom de Domaine doit faire l'objet d'un abonnement séparé. Les abonnements Site web et Nom de Domaine demeureront indépendants et aucun lien juridique ne se créera entre eux. Ainsi, la résiliation de l'un n'entraînera pas la résiliation de l'autre.

Dès lors que le Site Internet reste accessible sous une adresse du type <http://siteweb.lerelaisinternet.com/aliasdusitet> ou qu'un lien vers le site France Télécom figure sur votre site, le client est informé que le non respect du Contrat est susceptible d'entraîner pour France Télécom, un préjudice d'image pour France Télécom dont France Télécom pourra demander réparation. Ce préjudice pourra s'ajouter au préjudice que France Télécom pourrait subir du fait d'actions des tiers liées au contenu de son Site Internet.

Le client s'engage à ce que le nom de domaine sous lequel pourra être consulté le Site Internet hébergé, ne contrevient ni aux droits de tiers ni à une réglementation applicable en France ou à l'étranger, ni au contrat le liant aux intermédiaires et/ou aux Registres et/ou Autorités de tutelle. Le client s'engage à ce que cette déclaration soit toujours valable pendant toute durée de fourniture du Service.

France Télécom fera son possible pour maintenir l'accès au Site Internet hébergé dans le cadre du Contrat 24 h sur 24 et 7 jours sur 7. Toutefois, l'accès sera nécessairement interrompu pour les raisons évoquées dans les Conditions Générales qui peuvent être imputables au client lui-même, à la Force Majeure ou à France Télécom notamment pour des raisons d'opérations de maintenance.

Les opérations de maintenance seront portées à la connaissance du client dans la mesure du possible sur le Site France Télécom ou par tout autre moyen à la convenance de France Télécom.

ARTICLE 10. ASSISTANCE

France Télécom met à la disposition du Client :

1. Une assistance en ligne disponible à l'adresse suivante : <http://assistance.Orange.fr>.
2. Un service d'accueil téléphonique pour les questions d'ordre technique accessible 24h/24, 7j/7 au numéro suivant : 39 01 (au tarif de 0,34 euro TTC/min depuis une ligne fixe France Télécom. Si l'appel est passé depuis une ligne d'un autre opérateur, il convient de consulter ses tarifs. Le temps d'attente est gratuit avant la mise en relation avec votre conseiller depuis une ligne fixe RTC France Télécom) et de 8 heures à 21 heures, 6 jours sur 7 pour les questions d'ordre commercial au numéro suivant : 0 892 699 114 (au tarif de 0,34 euro TTC/min depuis une ligne fixe France Télécom, Si l'appel est passé depuis une ligne d'un autre opérateur, il convient de consulter ses tarifs. Le temps d'attente est gratuit avant la mise en relation avec votre conseiller depuis une ligne fixe France Télécom).

Afin de faciliter le traitement de la demande du Client auprès du Service Clients Internet France Télécom, le Client devra indiquer au Service Clients son nom, prénom, domicile, ainsi que son numéro d'utilisateur (numéro à neuf - 9 - chiffres qui correspond au "numéro client" sur les factures) fourni à la souscription par France Télécom.

L'adresse postale du Service Clients Internet France Télécom est la suivante :

Service Client Internet France Télécom
33734 BORDEAUX Cedex 9

ARTICLE 11. CONTENU DU SITE INTERNET - RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION ET DES DROITS DES TIERS

France Télécom n'est pas responsable du contenu du Site Internet du client.

France Télécom n'est pas tenue d'apporter au client toute l'information relative à la réglementation éventuellement applicable. En effet, France Télécom n'est pas le concepteur du Site Internet du client mais met à sa disposition, un outil qui lui permet de concevoir son propre site Internet. France Télécom invite le client à faire appel à tout conseil pour vérifier le respect de l'ensemble des dispositions applicables.

Les indications fournies ne peuvent pas être exhaustives et ont simplement pour but d'attirer l'attention du client sur certaines d'entre-elles.

Le client est l'éditeur du Site Internet selon la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée par la loi n° 2000-719 du 1^{er} août 2000.

Le client s'interdit de quelle que manière que ce soit, de participer à ou d'exercer à partir de son Site Internet la propagation de virus ou l'envoi de Spams, que ces courriels soient à destination de la France ou de l'étranger.

Les opérations de Publipostage à partir de son Site Internet sont soumises à l'autorisation préalable de France Télécom pour tout envoi. A défaut de réponse écrite de France Télécom dans un délai de quinze (15) jours, le client devra considérer que l'autorisation vous est refusée.

Si ces dispositions ne sont pas respectées, le client devra verser à France Télécom, une somme de deux (2) Euros hors taxes (HT) par courriel retourné à cette adresse à la suite d'une opération de Publipostage ou Spamming effectuée par ses soins.

De plus, en cas de non-respect de l'alinéa précédent, France Télécom aura la possibilité de suspendre ou résilier le Site web du client dans les conditions visées à l'article « Suspension-Résiliation ».

Le client s'engage à communiquer l'intégralité des présentes Conditions Générales d'utilisation à toute personne qui intervient sur le contenu de son Site Internet.

France Télécom interdit au client de présenter sur son Site Internet, des éléments à caractère pornographique ou érotique et des jeux pour adultes, même si les éléments peuvent être considérés comme conformes à la réglementation française.

France Télécom sera seul juge du caractère pornographique, érotique ou pour adultes, visé ci-dessus.

En cas de doute, le client s'engage à consulter préalablement les services de France Télécom pour connaître leur avis.

Le client déclare que la forme et le contenu du Site Internet qu'il crée et dont il demande l'Hébergement, y compris les liens hypertextes présents sur le Site Internet, respectent l'ordre public et n'enfreignent ni les droits de tiers, ni les dispositions des présentes Conditions Générales d'utilisation, ou une législation ou une réglementation applicable, notamment en matière de protection des mineurs (pornographie, pédophilie, etc.), d'apologie de crimes contre l'humanité, d'incitation à la haine raciale, au crime, au délit, au suicide, à la violence, au terrorisme, à la fabrication de produits dangereux pour la santé ou les biens, de fraude aux services bancaires, de virus, d'adhésion à une secte, de droit à l'image, de droit d'auteur, de droit des marques ou autres droits de propriété intellectuelle, de droit au nom, au prénom ou au pseudonyme d'une personne, de règles de la concurrence et de comportement loyal en matière commerciale (cette liste n'est qu'indicative et en aucun cas limitative).

De plus, le client s'engage à respecter notamment :

- toute disposition relative à l'accessibilité de son Site Internet visée à l'article « Accessibilité du Site Internet du Client » ;
- les dispositions de la loi 2004-75 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique et notamment l'ensemble des dispositions relatives au commerce électronique si son Site Internet est concerné ;
- les dispositions relatives à la publicité ;
- les dispositions relatives à la vente et la charte de confiance des plateformes de vente entre internautes ;
- la loi 78-17 du 6 janvier 1978 dite « Loi Informatique et Libertés » telle que modifiée par la loi du 6 août 2004 ;
- les dispositions relatives aux offres d'emploi et notamment les éventuelles dispositions relatives aux offres d'emploi présentes sur Internet ;
- toute disposition spécifique applicable à l'activité exercée par le biais du Site Internet ou à tout élément présent sur le Site Internet ;
- les dispositions relatives à la propriété intellectuelle des éléments présents sur des Sites Internet de tiers ;
- les dispositions s'appliquant aux forums de discussions. A ce titre, France Télécom rappelle que le client pourra être sanctionné du fait de la présence sur son Site Internet, d'éléments et notamment d'apposition d'un lien pointant sur un site non conforme à la réglementation ou ne respectant pas les droits des tiers ;
- toute politique de lien prévue par les Sites Internet visés par ledit lien notamment en matière de Lien profond, framing (utilisation de cadres) ;
- toute réglementation étrangère éventuellement applicable.

Le client sera responsable du non-respect de ces textes, tant vis-à-vis des tiers que des autres clients et de France Télécom. Si, conformément à la loi 2004-575 du 21 juin 2004, il est notifié à France Télécom que son Site Internet contient un élément illicite ou un lien litigieux, France Télécom pourra bloquer, sans préavis, l'accès à son Site Internet.

A ce titre, un dispositif de signalement de contenus illicites est disponible sur le Site France Télécom.

Ce blocage ne donnera lieu à aucun dédommagement de la part de France Télécom. France Télécom se réserve le droit de ne pas donner suite au blocage en cas de demande jugée abusive par France Télécom.

France Télécom rappelle au client que l'article 6 de la loi n° 2004-575 précitée dispose que « Le fait, pour toute personne, de présenter aux personnes [...] un contenu ou une activité comme étant illicite dans le but d'en obtenir le retrait ou d'en faire cesser la diffusion, alors qu'elle sait cette information inexacte, est puni d'une peine d'un an d'emprisonnement et de 15000 euros d'amende ».

Par ailleurs, France Télécom respectera les dispositions de toute réquisition, décision de justice ou de toute décision en tenant lieu devenue définitive ou exécutoire obligeant France Télécom à suspendre ou fermer l'accès au Site Internet du client.

Enfin, France Télécom pourra bloquer l'accès au site du client conformément aux dispositions prévues aux présentes.

Le client supportera les conséquences de toute action et notamment l'ensemble des frais et condamnation qui pourraient être imputés à France Télécom du fait de son Site Internet, et ce, même dans le cas où la violation des droits d'un tiers, de la réglementation de la législation applicable ou des Conditions Générales aurait pu être détectée par France Télécom.

Le client devra indemniser France Télécom et tout tiers du préjudice subi.

En aucun cas l'utilisation de l'un des Thèmes ou de l'un des différents modules proposés par France Télécom ne pourra créer une quelconque source de responsabilité pour France Télécom. En effet, le client s'engage en toute circonstance à vérifier que le Site Internet qu'il a créé est conforme à la réglementation

Le client devra veiller à détenir l'ensemble des droits et/ou autorisations pour l'insertion de photos, textes ou autre élément.

Sur ce point, France Télécom informe le client que son Site Internet pouvant techniquement et théoriquement être vu par toute personne dans le monde entier dès lors qu'elle est connectée à Internet, de nombreuses réglementations peuvent s'appliquer à son Site Internet.

France Télécom peut être amené notamment dans ses FAQ (réponses aux questions les plus fréquemment posées), à donner différentes indications sur les précautions à prendre pour limiter les risques de non respect de la réglementation ou des droits de tiers. En aucun cas ces éléments ne peuvent remplacer les conseils d'un spécialiste qui pourra vérifier le respect de la réglementation ou des droits d'un tiers.

France Télécom précise également que dans la mesure où le Site Internet est créé à partir de modèles, le client devra veiller avec une attention particulière à ce que son Site Internet ne soit pas, du fait de sa ressemblance avec le site Internet d'un de ses concurrents (qui aurait ou n'aurait pas utilisé le Service), constitutif de concurrence déloyale.

Le client s'engage à ce que les déclarations contenues dans le présent article soient toujours valables pendant toute la durée du Service. France Télécom n'effectuera aucune vérification à ce titre.

France Télécom pourra suspendre sans délai, le Site Internet du client s'il contient des éléments contraires aux présentes conditions générales d'utilisation, ou résilier le Contrat, et ce conformément conditions fixées par les présentes.

ARTICLE 12. OBLIGATIONS D'IDENTIFICATION ET DE DÉCLARATION

En fonction de l'usage qui sera fait des données personnelles que le client collectera éventuellement par le biais de son site Internet, France Télécom rappelle que son site Internet peut devoir faire l'objet d'une déclaration auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) avant sa Publication.

France Télécom ne pourra être tenu responsable d'un défaut de déclaration.

Le cas échéant, France Télécom pourra demander au client de lui communiquer le numéro figurant sur le récépissé qui lui aura été fourni par la CNIL.

Coordonnées de la CNIL :

**8, rue Vivienne
CS 30223
75083 Paris Cedex 02
Tel : 01.53.73.22.22
www.cnil.fr**

Par ailleurs, le client est notamment tenu aux obligations suivantes :

- Si son activité est d'éditer un service de communication au public en ligne, il étes tenu de mettre à la disposition du public, dans un standard ouvert, les informations suivantes, conformément à la Loi pour la confiance dans l'économie numérique (2004-575 du 21 juin 2004) :

S'il est une personne physique :

Nom, prénom, domicile et numéro de téléphone,

Et s'il est assujetti aux formalités d'inscription au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers, son numéro d'inscription.

S'il est une personne morale :

Sa dénomination ou raison sociale, l'adresse de son siège social et son numéro de téléphone,

Et s'il est assujetti aux formalités d'inscription au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers, son numéro d'inscription et son capital social.

Pour toute personne :

Le nom du directeur et du co-directeur de la publication et le cas échéant, celui du responsable de la rédaction au sens de l'article 93-2 de la loi 86-652 du 29 juillet 1982,

ARTICLE 13. INFORMATIONS A TRANSMETTRE

Le client doit fournir à France Télécom des informations actuelles, complètes et exactes et les mettre à jour afin qu'elles le restent.

Ces informations en plus de celles prévues dans les présentes Conditions Générales d'utilisation comprennent l'adresse postale, l'adresse de Courriel, et le numéro de fax (facultatif) du client. De plus, si le client est une personne morale, il devra également fournir les nom et prénom de la personne habilitée à le représenter.

France Télécom sera libre de résilier ou suspendre dans les conditions prévues aux présentes le Service si le client omet délibérément de fournir à France Télécom, des informations complètes, actuelles et exactes, les mettre à jour rapidement, et chaque fois que nécessaire, répondre sous quinze (15) jours aux demandes de France Télécom concernant l'exactitude des informations relatives à vos coordonnées, et plus généralement, de toute information que le client aurait pu transmettre à France Télécom.

Si le client n'a pas fourni les informations visées au présent article au plus tard trente (30) jours après la souscription, France Télécom se réserve le droit de suspendre ou résilier le Contrat conformément aux conditions prévues par les présentes.».

ARTICLE 14. DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

France Télécom est titulaire de tous les droits de propriété Intellectuelle portant sur les éléments présents sur l'ensemble des pages du Site Internet. Toute reproduction de l'un de ces éléments (photos, modèle de page, ...) hors de l'utilisation du Service constitue une contrefaçon au titre du code de la propriété intellectuelle. Il est précisé que cette disposition ne vise pas le contenu défini par le client.

France Télécom précise que certaines fonctionnalités sont issues de logiciels libres ou ont été développées grâce à des logiciels libres.

De même, le client s'engage à ne pas modifier de quelque manière que ce soit, les Thèmes proposés.

ARTICLE 15. IDENTIFIANTS - GESTION DU COMPTE

Lors de la création du compte du client, ce dernier définira ses Identifiants. Ces Identifiants sont personnels et doivent en conséquence, être tenus secrets. Toute utilisation de son compte et/ou de ses Identifiants sera considérée comme faite sous sa seule responsabilité. France Télécom ne pourra donc notamment, pas être tenue responsable de l'utilisation faite de son compte par un tiers.

France Télécom attire l'attention du client sur le fait que toute personne qui aurait connaissance de ses Identifiants pourrait réaliser toute modification de son Site Internet et causer à ce dernier un préjudice important.

En cas d'usurpation, France Télécom pourra sur demande du client, suspendre l'accès au compte selon les Identifiants précédemment utilisés et lui communiquer de nouveaux Identifiants.

Le client pourra gérer directement le Service à partir de son compte sur le Site France Télécom. Il pourra activer ou désactiver lui-même l'accès à son Site Internet et consulter les statistiques de visite de son Site Internet. Ces statistiques ne sont fournies qu'à titre indicatif.

De plus, France Télécom précise que le client peut bloquer l'accès à certaines pages par login et mot de passe. Il appartiendra au client de gérer l'ensemble des logins et mots de passe dans des conditions de sécurité usuelle pour ce type de données.

ARTICLE 16. ACTIVITÉS A RISQUES

Le client s'interdit de mettre en péril par ses agissements, la qualité de service que France Télécom fournit à ses clients. A défaut, France Télécom aura la possibilité de suspendre ou résilier son Site web dans les conditions visées à l'article « Suspension-Résiliation ».

D'une manière générale, le client s'interdit d'exercer sur son Site Internet ou à partir de son Site Internet une activité à risque, c'est-à-dire une activité qui implique la mise en œuvre d'applications sensibles ou de grande valeur, nécessitant par exemple un fonctionnement à l'épreuve des pannes, tel que équipement de surveillance ou de gestion dans des environnements à risque dont les performances doivent être sans défaut, et notamment les installations nucléaires, la navigation et/ou communication aérienne, le contrôle du trafic aérien, les appareils médicaux et notamment les appareils de réanimation ou les systèmes de contrôle de la sécurité des biens et des personnes, les systèmes d'armement, etc.

France Télécom ne sera tenu de faire aucune vérification à ce titre.

En cas de préjudice subi en relation avec ces activités interdites, la responsabilité de France Télécom ne pourra être engagée. Le client sera responsable de la contamination par un virus qui pourrait être réalisée à partir de son Site Internet. En cas de contamination dont le client sera responsable, il devra indemniser France Télécom du préjudice subi et notamment de la perte d'image et de clientèle et également, l'ensemble des clients ayant subi un préjudice. En cas de contamination, le Service pourra être suspendu ou résilié, comme prévu à l'article « Suspension - Résiliation ».

ARTICLE 17. SÉCURITÉ DES DONNÉES - SAUVEGARDE

A) il est conseillé au client de réaliser une sauvegarde des éléments présents sur son site lors de chaque modification, et de manière périodique pour toutes les données sensibles, même en l'absence de modification au jour précédant la date de cessation de son Service.

A ce titre, France Télécom précise que la sauvegarde ne peut concerner que les éléments que le client a insérés dans son site. En cas de disparition des éléments présents sur son Répertoire, le client utilisera ses propres fichiers sauvegardés afin de rétablir son Répertoire dans l'état initial et ce même si la disparition est due à une défaillance de France Télécom.

En cas de perte de données, la responsabilité de France Télécom sera limitée dans les conditions prévues aux présentes.

B) A titre d'informations générales, France Télécom rappelle qu'aucun système de sauvegarde ou de restauration ne procure une protection absolue.

En conséquence, il est indispensable de cumuler les systèmes de sauvegarde et de restauration.

A ce titre, France Télécom recommande au client d'effectuer très régulièrement des sauvegardes sur au moins deux dispositifs externes et fiables. Ces dispositifs externes devant être munis de moyens de protection afin qu'un tiers ne puisse pas lire les données qui y sont contenues.

Par ailleurs, ces dispositifs de sauvegarde devront être stockés dans un autre lieu que le lieu où est situé son serveur ou ordinateur ou serveur sur lequel les données sont sauvegardées.

Si plusieurs dispositifs externes sont utilisés, chacun devra être stocké dans des lieux différents.

ARTICLE 18. SUPPRESSION ET ÉVOLUTION DU PRODUIT

Si France Télécom considère que le Service auquel le client a souscrit n'est plus viable ou justifié par rapport à l'état de la technique, France Télécom se réserve le droit de le supprimer.

Le cas échéant, France Télécom avertira le client par courrier ou courriel et lui proposera une formule de remplacement. A défaut d'opposition de sa part par courriel ou télécopie dans un délai de deux (2) mois à compter de la date du courriel visé ci-dessus, la formule de remplacement se substituera à la formule d'origine. En cas d'opposition, le Service sera résilié et les Services seront interrompus dans les trois (3) mois du courriel de notification.

Le client sera alors remboursé au prorata temporis pour la période restant à courir entre la date d'effet de la résiliation et la date d'échéance du Service.

En cas de souscription d'un nouveau Service, cette somme sera automatiquement déduite de la somme due au titre de la souscription de ce nouveau Service.

Le client s'engage à réaliser toutes les sauvegardes nécessaires avant la résiliation du Service.

France Télécom se réserve le droit de faire évoluer le Service sans en altérer les performances telles qu'elles existent au moment de la souscription, sous réserve des dispositions prévues aux présentes.

ARTICLE 19. DURÉE, TARIFS ET PAIEMENT

L'option Site Web est souscrite pour une durée indéterminée reconductible tacitement à chaque fin de mois et un minimum d'un mois de souscription.

L'option Site Web est facturée mensuellement par France Télécom sur la base du tarif en vigueur lors de la souscription du service Le tarif est disponible en points de vente et sur la rubrique Pro du site Orange.fr.>Internet

Les factures sont payables à réception. De plus, en cas de non paiement, un intérêt de retard égal à une fois et demi (1,5) le taux de l'intérêt légal en vigueur au jour de la facturation, sera appliqué sur les sommes restant dues à la date limite de paiement figurant sur la facture. Cet intérêt est calculé sur le montant hors taxe des sommes dues, par période indivisible de quinze (15) jours à compter du premier jour de retard suivant la date d'échéance de la facture.

En outre, France Télécom se réserve le droit de suspendre l'exécution des présentes sans indemnité si le Client ne s'acquitte pas des sommes dues et après envoi d'une mise en demeure de régulariser restée sans effet pendant un délai de huit (8) jours.

ARTICLE 20. DONNÉES

20.1 Traitement des données personnelles

Au titre de ce Service, le client accepte que France Télécom traite, conserve et transmette les données personnelles comme indiqué ci-dessous.

L'ensemble des informations recueillies par France Télécom est nécessaire à l'exécution du Service et, de toutes les suites qui pourraient en résulter, par les services de France Télécom ou de ses partenaires.

Par conséquent, lesdites données doivent obligatoirement être fournies à France Télécom, à moins qu'elles ne soient indiquées comme étant facultatives.

Le défaut de réponse empêchera France Télécom d'exécuter tout ou partie de sa prestation.

FRANCE TÉLÉCOM SE RESERVE LE DROIT DE TRANSMETTRE L'ENSEMBLE DES INFORMATIONS PERSONNELLES CONCERNANT le client A TOUTES AUTORITES OU PERSONNES QUI DOIVENT ETRE LEGALEMENT DESTINATAIRES DES INFORMATIONS OU TOUT SOUS-TRAITANT DE FRANCE TÉLÉCOM QUI AURAIT BESOIN DE CES INFORMATIONS POUR EFFECTUER LES OPERATIONS DONT IL A ETE CHARGE PAR FRANCE TÉLÉCOM (NOTAMMENT MAINTENANCE, ASSISTANCE, RECOUVREMENT, ...).

France Télécom pourra également être amené à conserver certaines des données personnelles concernant le client, afin de respecter ses obligations légales et réglementaires et les transmettre, le cas échéant, dans les conditions fixées par la loi.

Conformément aux articles 32 et suivants de la loi du 6 janvier 1978 dite « Informatique et Libertés », le client dispose des droits suivants :

- Droit de s'opposer pour des motifs légitimes à ce que des données à caractère personnel le concernant fassent l'objet d'un traitement ;
- Droit de s'opposer sans frais à ce que les données le concernant soient utilisées à des fins de prospection notamment commerciale par le responsable actuel du traitement ou celui d'un traitement ultérieur ;
- Droit d'interroger le responsable d'un traitement de données à caractère personnel dès lors que le client justifie de son identité, en vue d'obtenir :
 1. La confirmation que des données à caractère personnel le concernant font ou ne font pas l'objet de ce traitement ;
 2. Des informations relatives aux finalités du traitement, aux catégories des données à caractère personnel traitées et aux destinataires ou catégories de destinataires auxquels les données sont communiquées ;
 3. Le cas échéant, des informations relatives au transfert de données à caractère personnel envisagées à destination d'un Etat non membre de la Communauté européenne ;
 4. La communication sous une forme accessible des données à caractère personnel qui vous concernent ainsi que toute information disponible à l'origine de celle-ci ;
 5. Les informations permettant de connaître et de contester la logique qui sous-tend le traitement automatisé en cas de décision prise sur le fondement de celui-ci et produisant des effets juridiques à l'égard de l'intéressé. Toutefois, les informations communiquées à la personne concernée ne doivent pas porter atteinte au droit d'auteur au sens des dispositions du Chapitre 1^{er} du Titre IV du Livre III du Code de la Propriété Intellectuelle. Une copie des données à caractère personnel est délivrée à l'intéressé à sa demande. Le responsable du traitement peut subordonner la délivrance de cette copie au paiement d'une somme qui ne peut excéder le coût de la reproduction. En cas de risque de dissimulation ou de disparition des données à caractère personnel, le juge compétent peut ordonner y compris en référé, toute mesure de nature à éviter cette dissimulation ou cette disparition.
- Droit d'exiger du responsable d'un traitement, dès lors que vous justifiez de votre identité, que soient, selon les cas, rectifiées, complétées, mises à jour, verrouillées ou effacées, les données à caractère personnel vous concernant, qui sont inexactes, incomplètes, équivoques, périmées ou dont la collecte, l'utilisation, la communication ou la conservation est interdite ;
- Droit de demander au responsable du traitement, de justifier sans frais pour vous-même, qu'il a procédé aux opérations exigées en vertu du paragraphe précédent. Si vous obtenez la modification de l'enregistrement, vous êtes en droit d'obtenir le remboursement des frais correspondant au coût de la copie mentionnée ci-dessus ;
- Droit pour les héritiers d'une personne décédée qui justifient de leur identité et dans la mesure où les éléments portés à leur connaissance leur laissent présumer que les données à caractère personnel concernant la personne décédée et faisant l'objet d'un traitement n'ont pas été actualisées, d'exiger du responsable de ce traitement, qu'il prenne en considération le décès et procède aux mises à jour qui doivent en être la conséquence. Lorsque les héritiers en font la demande, le responsable du traitement doit justifier sans frais pour le demandeur, qu'il a procédé aux opérations exigées en vertu de l'alinéa précédent.

Le client pourra exercer ses droits par lettre adressée à France Télécom à l'adresse indiquée à l'article « Coordonnées de France Télécom » ou par courriel à l'adresse principale de votre compte client France Télécom.

Toutes les personnes dont les données nominatives sont conservées par France Télécom disposent de ces mêmes droits.

Le client s'engage le cas échéant, à obtenir le consentement exprès et préalable de tout tiers, dont les données personnelles sont transmises à France Télécom par ses soins, à la collecte desdites données, ainsi qu'aux opérations réalisées en application du présent article, par France Télécom.

Le client s'engage également à lui notifier les éléments repris au présent article et en particulier, les droits dont il dispose, ainsi que leurs modalités d'exercice.

France Télécom s'engage à ne pas procéder à des conservations, traitements et transmissions qui seraient contraires aux principes rappelés ci-dessus, à moins que la conservation ne soit imposée par la réglementation en vigueur.

De même, France Télécom prendra toute précaution raisonnable afin de protéger les données personnelles transmises contre toute perte, mauvaise utilisation, transmission ou accès non autorisé. Toutefois, en raison du caractère peu sécurisé du réseau Internet, France Télécom ne pourra être tenu responsable de l'accès ou de l'interception des données personnelles du client par une tierce personne.

ARTICLE 21. FORCE MAJEURE

France Télécom ne pourra être tenue pour responsable de l'absence d'exécution de tout ou partie du Service dû à un événement de Force majeure, si celui-ci remplit les conditions légales et jurisprudentielles requises pour qualifier la Force majeure en droit français, notamment dans le cas de perte de données, transactions faites par le biais du réseau Internet, interruption des services de France Télécom ou de l'accès au réseau Internet ou, défaillance du matériel de réception ou d'émission, dont France Télécom n'a pas la responsabilité.

ARTICLE 22. SUSPENSION - RÉSILIATION DU SERVICE

22.1 Suspension

France Télécom se réserve le droit, conformément aux stipulations figurant aux présentes, de suspendre de plein droit le Service, sans préavis ni indemnité, compte tenu de la gravité des faits, dans les cas où :

- un quelconque acte de piratage ou de tentative d'utilisation illicite des informations circulant sur le réseau a pour cause ou origine le compte du Client ;
- un acte de piratage ou tentative de piratage des équipements du réseau de France Télécom nécessaires à la fourniture du Service a pour cause ou origine la connexion avec le poste du Client.

France Télécom se réserve le droit de suspendre de plein droit le Service, après mise en demeure adressée au Client, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée sans effet pendant un délai de deux (2) jours à compter de la présentation au Client de ladite lettre, sans indemnité en cas de non respect de l'une des clauses des présentes conditions générales d'utilisation

22.2 Résiliation à l'initiative du Client

Le Client pourra obtenir toutes les informations utiles à la résiliation de son abonnement en contactant le Service Client de France Télécom selon les modalités décrites dans la rubrique « Assistance », disponibles en ligne à l'adresse suivante ou fournies en points de vente.

Toute résiliation à l'initiative du Client devra être demandée à France Télécom par courrier recommandé avec demande d'avis de réception adressé au Service Client.

La résiliation sera effective le dernier jour du mois pendant lequel France Télécom réceptionnera le courrier de résiliation. La date de réception du courrier de résiliation est la date de première présentation à France Télécom dudit courrier par les services postaux.

22.3 Résiliation à l'initiative de France Télécom

Une fois le Service suspendu et après mise en demeure adressée au Client par courrier restée sans effet pendant un délai de cinq (5) jours à compter de sa présentation, France Télécom sera en droit de résilier de plein droit le Service sans indemnité.

ARTICLE 23. LIMITATION DE RESPONSABILITE

DES LORS QUE FRANCE TÉLÉCOM AURA AGI DE MANIÈRE RAISONNABLE, FRANCE TÉLÉCOM N'EST PAS RESPONSABLE, NI À L'ÉGARD DU CLIENT, NI À L'ÉGARD D'UN TIERS POUR TOUS LES PRÉJUDICES, PERTES ET DOMMAGES POUVANT SURVENIR EN RAISON :

- DE LA CRÉATION, DE LA PUBLICATION OU DE L'UTILISATION D'UN SITE INTERNE CONTRAIRE À UNE RÉGLEMENTATION APPLICABLE ENFREIGNANT LE DROIT D'UN TIERS, OU CONTRAIRE AUX DISPOSITIONS DU PRÉSENT CONTRAT,
- DU BLOCAGE DE L'ACCÈS AU SERVICE EN RAISON DE LA PRÉSENCE D'UN ÉLÉMENT ILLICITE, D'UN ÉLÉMENT PRÉTENDUMENT ILLICITE DÉNONCÉ PAR NOTIFICATION CONFORMÈMENT À LA LOI 2004-575 DU 21 JUIN 2004 OU DU NON RESPECT DU CONTRAT,
- DE L'UTILISATION PAR UN TIERS DES DONNÉES TRANSMISES LORS DE LA SOUSCRIPTION OU POSTÉRIEUREMENT
- DU NON RESPECT DE L'OBLIGATION D'INFORMATION PRÉVUE À L'ARTICLE OBLIGATIONS D'IDENTIFICATION ET DE DÉCLARATION,
- DU DOMMAGE LIÉ AU RÉSEAU INTERNET,
- DE PERTE DE DONNÉES STOCKÉES DANS LE REPERTOIRE DU CLIENT ET NON SAUVEGARDEES PAR LE CLIENT.
- DE COLLECTE ILLICITE DE DONNÉES PERSONNELLES OU D'UTILISATION DE DONNÉES PERSONNELLES ILLICITEMENT COLLECTÉES ;
- D'ABSENCE DE MISE À JOUR DU SYSTÈME D'EXPLOITATION DU CLIENT ;

- I) DE NON-COMMUNICATION PAR LE CLIENT, DES INFORMATIONS REQUISES OU DE LA COMMUNICATION D'INFORMATIONS ERRONEES PAR VLE CLIENT ;
- J) DE SATURATION DU SERVEUR ENTRAINANT AINSI LE BLOCAGE DE L'ACCES DU CLIENT A SON SITE INTERNET DU FAIT DE SON MANQUEMENT AU RESPECT DE L'ESPACE DISQUE QUI LUI EST ALLOUE OU DES REGLES FIXEES EN MATIERE DE BANDE PASSANTE ;
- K) DE L'UTILISATION ABUSIVE DES IDENTIFIANTS DONT L'USAGE EST RESERVE AU CLIENT ;
- L) DE DIFFICULTES D'ACCES PAR LE CLIENT A SON SITE SI CES DIFFICULTES SONT NOTAMMENT LIEES A L'ARCHITECTURE DE SON SITE, A UNE DEFAILLANCE DES FOURNISSEURS D'ACCES, AU NOMBRE D'INTERNAUTES SOUHAITANT SE CONNECTER SIMULTANEMENT A SON SITE, OU A TOUT PRESTATAIRE CHARGE D'ASSURER LE TRANSPORT DES DONNEES SUR LE RESEAU INTERNET ;
- M) D'ILLICITE DU CONTENU DU SITE DU CLIENT ;
- N) D'ENVOI DE SPAM OU DE PUBLIPOSTAGE PRATIQUE PAR L'INTERMEDIAIRE DU SITE DU CLIENT;
- O) DE CONTAMINATION DU SITE DU CLIENT PAR UN VIRUS, LA PROTECTION DE SON SITE LUI INCOMBANT ;
- P) D'INTRUSION, DE MALVEILLANCE DE TIERS SUR LE SITE DU CLIENT OU SUR UN SERVEUR DE FRANCE TELECOM ;
- Q) D'INTRUSION, DE MALVEILLANCE SUR LE SITE D'UN TIERS OU SUR UN SERVEUR DE FRANCE TELECOM ;
- R) DE PROPAGATION D'UN VIRUS PAR L'INTERMEDIAIRE DU SITE DU CLIENT (VOLONTAIREMENT OU NON).
- S) D'UNE DEFAILLANCE DES SYSTEMES DE TRANSMISSION ENTRE LE CLIENT ET LES SERVICES DE FRANCE TELECOM,
- T) DU NON-RESPECT DES PRESENTES CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION PAR LE CLIENT OU DE FACON GENERALE PAR L'ENSEMBLE DES PERSONNES UTILISANT LE SERVICE,
- U) D'OPERATIONS DE SPAMMING OU DE PUBLIPOSTAGE EFFECTUEES A PARTIR D'UNE ADRESSE DE COURRIEL CORRESPONDANT AU NOM DE DOMAINE QUE LE CLIENT A ENREGISTRE.

EN CAS DE PANNE DE SERVEUR, LA RESPONSABILITE DE FRANCE TELECOM NE POURRA ETRE ENGAGEE. EN EFFET, LE CLIENT RECONNAIT QUE LES LOGICIELS UTILISES POUR ADMINISTRER LE SERVEUR APPARTIENNENT A UN DOMAINE PARTICULIEREMENT COMPLEXE ET QU'IL EST IMPOSSIBLE DE GARANTIR L'ABSENCE DE DEFAUT ET DE PANNE DE CES LOGICIELS. FRANCE TELECOM FERA SON POSSIBLE POUR LIMITER LE DELAI D'INTERRUPTION DES SERVICES.

ARTICLE 24. CONSÉQUENCES DE LA CESSATION DU SERVICE

En cas de cessation du Service, pour quelle que cause que ce soit, France Télécom a la possibilité de bloquer l'accès au Site Internet du client, et de supprimer les éléments présents dans le Répertoire.

En cas de cessation du Service, le Site Internet du client pourra, pendant une période transitoire, continuer à être consulté par tout internaute et ce tant que France Télécom n'aura pas désactivé votre Site Internet de son serveur.

Par ailleurs, même après la désactivation du Site Internet du serveur de France Télécom, celui-ci pourra continuer à être consulté notamment à partir des pages caches présentes sur l'ensemble des serveurs reliés au réseau Internet.

Si le client souhaite conserver des données qu'il a insérées dans son site (en dehors des données mises à disposition par France Télécom), il s'engage à les sauvegarder le jour précédant le jour de la cessation de son Service. A défaut, ces données pourraient être supprimées sans pouvoir être récupérées.

ARTICLE 25. MODIFICATIONS

France Télécom peut modifier à tout moment les conditions contractuelles ou techniques de fourniture de l'option Site Web après en avoir informé les clients.

ARTICLE 26. DISPOSITIONS DIVERSES

Le Client s'engage à informer par écrit France Télécom de toute modification concernant sa situation notamment en cas de changement d'adresse ou de domiciliation bancaire. Dans ce cas, France Télécom se réserve le droit de ne pas poursuivre la fourniture du service.

Si l'une quelconque des clauses du contrat faisait l'objet d'une annulation prononcée par la voie judiciaire, elle sera réputée.